



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ATHENES

N° 29 – Edition du 27 avril 2023

1

BULGARIE

- ❖ Présentation du projet de budget 2023
- ❖ Le système bancaire fin décembre 2022
- ❖ Contrats entre Westinghouse et les sociétés Cameco et Urenco pour la livraison d'uranium
- ❖ Création par Bulgarian Energy Holding d'une filiale chargée des investissements dans l'énergie verte
- ❖ Programme d'investissements sur 10 ans de Bulgartransgaz
- ❖ Accréditation de l'aéroport de Sofia au premier niveau du programme ECEAP d' Airports Council International

LE CHIFFRE A RETENIR :

6,2% DU PIB

LE DEFICIT PUBLIC ROUMAIN EN 2022

CHYPRE

- ❖ Hausse de +6,1% de l'indice des prix à la consommation harmonisés.
- ❖ Modernisation du cadre législatif encadrant l'activité des entreprises
- ❖ Approbation de la proposition du Ministère de l'intérieur révisant les critères d'octroi de la résidence permanente aux investisseurs
- ❖ Les transactions immobilières ont progressé de 18,8% sur un an au cours du premier trimestre 2023.
- ❖ En mars, l'indice des prix de la construction enregistre une progression de 8,1% sur un an.

GRECE

- ❖ Exécution budgétaire janvier-mars 2023
- ❖ La Grèce réalise en 2022 un excédent primaire de 0,1% du PIB
- ❖ Le revenu réel des Grecs s'est réduit de 7,4% en 2022
- ❖ Standard & Poor's a relevé la perspective économique de la Grèce de "stable" à "positive"
- ❖ Deux candidats en lice pour l'acquisition des 67% de l'Organisme du Port d'Héraklion, sur l'île de Crète
- ❖ Annonce de réduction des tarifs des péages à 2,5 euros sur l'autoroute Attiki Odos, à partir de 2024
- ❖ 3 bus à hydrogène, Urbino 12 Hydrogen, livrés par Solaris en Grèce pour une opération pilote de démonstration

ROUMANIE

- ❖ Le déficit public roumain a atteint -6,2 % du PIB en 2022
- ❖ Les défaillances d'entreprises progressent depuis le début de l'année
- ❖ Le réseau routier roumain a légèrement progressé en 2022
- ❖ L'activité du port de Constanta continue de progresser au premier trimestre
- ❖ L'aéroport d'Oradea bénéficiera de 36 M EUR afin de réaliser des travaux d'extension
- ❖ Le gouvernement présente des mesures de soutien à destination du secteur laitier.

Bulgarie

Macroéconomie et finances

Présentation du projet de budget 2023. Le Premier ministre Galab Donev et la ministre des Finances Rositza Velkova-Zheleva ont présenté le 21 avril dernier, à l'occasion d'une conférence de presse, [le projet de budget 2023](#) que le gouvernement intérimaire déposera à l'Assemblée nationale (AN). (L'Etat fonctionne actuellement sur la base d'une Loi de prolongation du budget 2022). Le Premier ministre a rappelé que son gouvernement avait souhaité proposer un budget 2023 avec un déficit de -3% du PIB, conformément au Pacte de stabilité et croissance. Cependant, les principaux partis politiques à l'AN (GERB-UDF et Continuos le changement-Bulgarie démocratique) se sont déclarés contre le paquet de modifications fiscales proposé par le gouvernement intérimaire (dont l'imposition des bénéfices excessifs au second semestre 2023 et le retour à un taux de TVA de 20 % pour certains produits et services comme le pain et le chauffage). En conséquence, le gouvernement intérimaire déposera à l'AN un projet de budget 2023 conforme à la législation en vigueur (sans changements de la législation fiscale) avec un déficit de 6,1 % (*accrual basis*) et de 6,4 % (base caisse). Les recettes prévues sont de 35,7 % du PIB et les dépenses de 42,1 % du PIB. Selon les prévisions du ministère des Finances, la croissance serait de 1,8 % en 2023 et l'inflation (Indice des prix à la consommation harmonisé) en moyenne annuelle baisserait à 8,7 %. La dette publique atteindrait 25,9 % du PIB en fin d'année. Ce projet de budget prévoit par ailleurs une hausse des dépenses de personnel dans le secteur public de 10 % et une hausse des pensions de 12 % à compter du 1^{er} juillet 2023. Pour rappel, les partis politiques représentés à l'AN mènent en ce moment des consultations en vue de former un gouvernement « régulier » à la suite des élections législatives du 2 avril 2023.

Le système bancaire fin décembre 2022. Selon [les données](#) de la Banque nationale de Bulgarie, la part des établissements significatifs (*significant institutions* selon les critères de la Banque centrale européenne) dans les actifs totaux du système bancaire en Bulgarie représente 67 % à la fin de l'année dernière, contre 66,6% un an plus tôt. Les actifs totaux ont atteint 79,5 Mds EUR fin 2022, soit 94 % du PIB, et ont augmenté de 14,5 % sur un an. Le montant total des crédits et avances brutes s'est élevé à 49,1 Mds EUR (58 % du PIB), soit une hausse annuelle de 16,6 %. Les dépôts se sont accrus de 16,2 % en g.a. à 59 Mds EUR (69,7 % du PIB). Fin décembre 2022, le profit net du système bancaire s'est établi à 1,1 Md, soit une augmentation de 46,8 % en g.a. La rentabilité s'est améliorée : le ratio return on assets (ROA) s'est accru de 0,99 % fin 2021 à 1,34 % fin 2022 et le ratio return on equity (ROE) de 8,11 % à 12,01%. Le ratio CET 1 a baissé, passant de 22,62 % fin 2021 à 20,88 % fin 2022. Le ratio crédits/dépôts du système bancaire s'est élevé à 68,2 % fin 2022, contre 69,4 % un an plus tôt.

Enjeux sectoriels et thématiques

Contrats entre Westinghouse et les sociétés Cameco et Urenco pour la livraison d'uranium destiné à la production de combustible nucléaire pour l'unité 5 de la KNPP. L'entreprise américaine Westinghouse a signé le 21 avril, avec la société canadienne Cameco et avec le consortium Urenco, des contrats relatifs à la livraison d'uranium qui sera utilisé pour la production de combustible nucléaire (dans l'usine de Westinghouse en Suède) destiné à alimenter l'unité 5 de la centrale nucléaire bulgare de Kozloduy (KNPP) à partir de 2024. Le ministre bulgare de l'Énergie, Rosen Hristov, présent à la signature des

contrats, [a souligné](#) que de la sécurité énergétique passe par la diversification des livraisons, compte tenu des risques géopolitiques et techniques.

Création par Bulgarian Energy Holding d'une filiale chargée des investissements dans l'énergie verte.

La compagnie publique Bulgarian Energy Holding a annoncé [le 20 avril](#) la création d'une nouvelle filiale « Nacionalen Energien Operator » (Opérateur énergétique national) dans l'objectif d'accélérer le développement de l'énergie verte en Bulgarie. La nouvelle société mettra en œuvre des projets visant à exploiter pleinement l'énergie produite à partir de sources renouvelables en préservant l'équilibre du système électrique. La création de la société s'inscrit dans l'objectif du Green Deal lié à la transition vers une économie de l'UE à faible intensité de carbone grâce à une part croissante de l'énergie verte. Pour rappel, la BEH, sous la tutelle du ministère de l'Énergie comprend des filiales couvrant la production, l'approvisionnement et la transmission d'électricité ; le transport, l'approvisionnement et le stockage de gaz naturel ainsi que l'extraction de charbon.

Programme d'investissements sur 10 ans de Bulgartransgaz. L'opérateur bulgare du réseau de transport et de stockage de gaz, Bulgartransgaz, prévoit, dans son projet de [programme d'investissements 2023-2032](#), d'investir 600 M EUR dans le développement de son réseau gazier et 860 M EUR dans le développement des infrastructures d'hydrogène. Parmi les grands projets de Bulgartransgaz figurent l'interconnexion Bulgarie-Serbie, l'extension de l'installation de stockage souterrain de gaz à Chiren, le terminal GNL près d'Alexandroupolis dans lequel Bulgartransgaz détient une participation de 20% et des projets d'infrastructures visant à augmenter les volumes de gaz provenant de la Grèce vers la Bulgarie et de la Bulgarie vers la Roumanie. Le document est soumis à des consultations publiques jusqu'au 30 avril avant d'être déposé à la Commission pour la régulation de l'énergie et de l'eau pour une approbation finale.

Accréditation de l'aéroport de Sofia au premier niveau du programme ECEAP d'Airports Council International. L'aéroport de Sofia a informé [le 21 avril](#) de son accréditation au premier niveau du programme d'accréditation de l'expérience client de l'aéroport ([Airport Customer Experience Accreditation program](#)) de l'organisation Airports Council International. Le programme a 5 niveaux que l'aéroport de Sofia a l'ambition de passer grâce à une stratégie de gestion reposant sur les meilleures pratiques aéroportuaires.

Chypre

Macroéconomie et finances

Hausse de +6,1% de [l'indice des prix à la consommation harmonisés](#) en mars 2023, après +6,7% en février. Sur un an, la principale composante de l'inflation demeure le poste énergétique (+15,5% pour la composante « Logement, eau, électricité, gaz et autres carburants »). L'inflation alimentaire atteint également un niveau relativement élevé (+6,9% sur un an), tout comme les services d'hôtellerie-restauration (+9,1%). Bien que toujours élevé, le taux de croissance des prix diminue pour le 8^e mois consécutif après avoir atteint un pic en juillet 2022 (+10,6% en g.a.). Par rapport au mois de février, l'indice des prix harmonisés progresse légèrement, à +1,3%.

Ouverture par le Ministère des Finances [d'un appel d'offres pour la préparation et la rédaction d'un projet de loi](#) concernant la modernisation du cadre législatif actuel encadrant l'activité des entreprises

(Companies Law). L'appel d'offres s'adresse aux prestataires de services juridiques susceptibles de conseiller le gouvernement sur cette réforme du droit des sociétés à Chypre. Ce dernier est en effet considéré comme en partie obsolète, se basant sur la loi britannique sur les sociétés en date de 1948 et ayant principalement évolué au travers de divers amendements. Le projet, dont l'objectif final est d'améliorer l'esprit d'entreprise et la compétitivité de l'économie chypriote, est inclus dans le plan de relance Cyprus Tomorrow et dispose à ce titre d'une enveloppe de 2 M€. La date limite de soumission des offres est fixée au 26 mai 2023 à 14h.

Le **Conseil des Ministres** a approuvé une proposition du Ministère de l'intérieur révisant les critères d'octroi de la résidence permanente aux investisseurs. Le cadre réglementaire s'appliquant aux étrangers et à l'immigration, révisé en mars 2021 pour favoriser les investissements de ressortissants de pays tiers sur l'île, sera ainsi légèrement modifié dans une logique de transparence. Si le seuil d'investissement requis pour acquérir un permis de résidence reste **fixé à 300 000€**, des mécanismes de contrôle renforcés seront inclus pour s'assurer de la pérennité des investissements réalisés. Les investisseurs devront dorénavant fournir annuellement des documents prouvant le maintien de leur investissement initial ainsi que la perception des revenus afférents. En l'absence de telles preuves, le permis d'immigration de l'investisseur et des membres de sa famille pourra être annulé. Parmi les autres modifications, le revenu annuel garanti requis pour respecter les critères d'attribution du permis de résidence sera porté à 50 000€ pour le demandeur principal, contre 30 000€ jusqu'ici. Ce seuil augmentera également pour chaque enfant mineur, passant de 5 000€ à 10 000€, mais aussi par chaque parent dépendant ou conjoint/e (de 8 000€ à 15 000€). Enfin, les parents, beaux-parents et enfants adultes des demandeurs principaux ne pourront plus obtenir de permis de résidence permanente en tant que personnes à charge. L'entrée en vigueur de cette réforme est prévue pour le 2 mai. **Les cabinets d'avocat spécialisés soulignent** que, bien que l'objectif de cette mesure soit de renforcer la transparence et l'intégrité des procédures d'immigration, elle pourrait affecter à terme les investissements immobiliers sur l'île.

Enjeux sectoriels et thématiques

Les **transactions immobilières** ont progressé de **18,8% sur un an au cours du premier trimestre 2023, atteignant 3 574 opérations** (contre 3 009 au T1 2022). Selon les données du **Department of Lands and Surveys**, les opérations impliquant des acheteurs étrangers (majoritairement hors UE) ont connu la plus forte augmentation, de +33,6% en g.a. (1 706 contre 1 277 au T1 2022), contre une hausse de 7,8% pour les acheteurs locaux (1 868 opérations contre 1 732 au T1 2022). Le dynamisme du secteur immobilier s'expliquerait essentiellement par les nombreuses relocalisations d'entreprises technologiques étrangères et de leurs employés sur l'île, tandis que la hausse des taux d'intérêt impacterait davantage les capacités d'investissement des acteurs domestiques. Par rapport aux niveaux observés en 2019, le nombre total de transaction immobilières est en outre en hausse de 51,5% et de 53,6% lorsqu'il s'agit d'une vente à un ressortissant étranger. Par districts, les ventes ont progressé principalement à Larnaka (+33,6% pour atteindre 684 opérations), à Paphos (+28,9% pour 869 ventes), à Famagouste (+28,9%) et à Limassol (+22,8%). A l'inverse, les ventes ont chuté de 14,7% à Nicosie.

En mars, **l'indice des prix dans le secteur de la construction** enregistre une progression de **8,1% sur un an**. Cette dynamique est tirée par le prix toujours élevé de certaines matières premières, qui se répercute dans le coût des différents intrants : +24,4% pour les minéraux, +15,5% en g.a. pour les produits minéraux ou encore +8,0% pour les produits en bois, chimiques, plastiques et matériaux d'isolation. A l'inverse, la dynamique est légèrement négative pour les produits métalliques, dont

l'indice des prix recule de -0,8% en g.a. Enfin, en rythme mensuel, l'indice des prix dans le secteur de la construction est en légère baisse de -0,1%.

Grèce

Macroéconomie et finances

Exécution budgétaire janvier-mars 2023 (données provisoires) : le pays a enregistré un **excédent budgétaire de 211 M€**, contre un objectif de déficit de 2,602 Mds€ prévu au titre de la loi de finances 2023 et contre un déficit de 3,88 Mds€ sur la même période 2022.

- **Le solde primaire** (différence entre les recettes et les dépenses hors charge de la dette) **a été excédentaire de 3,07 Mds€**, contre un objectif d'excédent de 28 M€ et un déficit primaire de 1,65 Mds€ sur la même période 2022.
- Les recettes nettes du budget de l'État se sont élevées à 16,83 Mds€, en hausse de 2,27 Mds€ (+15,6%), par rapport aux estimations de la loi de finances 2023. Les recettes fiscales se sont élevées à 13,68 Mds€, en hausse de 1,51 Mds€ (+12,4%) par rapport à l'objectif, en raison notamment de la prolongation, jusqu'à fin février 2023, du délai de paiement des taxes annuelles de circulation, ainsi que d'un meilleur recouvrement de l'impôt sur le revenu et de la TVA.
- Les dépenses atteignent 16,62 Mds€, en baisse de 545 M€ par rapport à l'objectif (17,16 Mds€), mais en hausse de 772 M€ par rapport à la même période 2022, en raison d'une hausse des opérations de transferts du budget ordinaire à hauteur de 1,01 Md€.

Selon les dernières données d'[Eurostat](#) publiées le 20 avril dernier, **la Grèce a réalisé en 2022 un excédent primaire de 0,1% du PIB (273 M€), contre un objectif de déficit primaire de 1,6% du PIB**. Le déficit public enregistré a été de 2,3% du PIB. Le pays enregistre toujours le ratio de la dette publique/PIB le plus élevé de la zone euro (171,3%, à 356,2 Mds€), mais a toutefois marqué la baisse la plus forte (23,3%) sur un an (suivie par Chypre -14,7%).

Baisse du pouvoir d'achat : selon le dernier rapport Taxing Wages 2023 de l'OCDE, le revenu réel des Grecs s'est réduit de 7,4% en 2022, la quatrième baisse la plus forte de l'OCDE, derrière l'Estonie (10%), la Turquie (8,8%) et les Pays Bas (8,36%). La progression du salaire médian brut (+1,5%, à 19 912 K€) a été moins rapide que l'inflation (+9,7%), réduisant le pouvoir d'achat des ménages malgré les mesures prises par le gouvernement pour atténuer l'impact de la flambée des prix alimentaires et de l'énergie.

Standard & Poor's a relevé, le 21 avril dernier, la perspective économique de la Grèce de "stable" à "positive" et a confirmé la note du pays à "BB+", soit un cran en dessous de la note d'investissement. L'agence de notation internationale avait relevé la note de la Grèce de "BB" à "BB+" en avril 2022. Elle note que les réformes structurelles et la résilience économique de la Grèce, ainsi que le soutien de l'UE, ont amélioré les finances publiques et la stabilité du secteur financier. Soulignant la hausse des investissements (9% sur 3 ans) qui fin 2022 ont représenté 21% du PIB grec, l'agence indique dans son communiqué qu'« *après l'ajustement budgétaire le plus rapide de l'UE en 2022, le solde primaire de la Grèce est redevenu excédentaire et nous nous attendons à de nouvelles améliorations budgétaires dans les années à venir* ».

Enjeux sectoriels et thématiques

L'Agence de privatisation TAIPED a annoncé que deux candidats (sur 8 présélectionnés) ont déposé une offre contraignante pour l'acquisition des 67% de l'Organisme du Port d'Héraklion, sur l'île de Crète. Il s'agit du consortium grec GEK TERNA-AVIAREPS HELLAS SA – NECTAR HOLDINGS LTD et du groupe italien Grimaldi Euromed S.p.A. & Minoan Lines. L'ouverture des plis devrait avoir lieu le 26 avril. Le chiffre d'affaires du Port d'Héraklion pour l'exercice 2022 a été de 7,78 M€, en hausse de 37,42% par rapport à l'exercice précédent. Les bénéfices avant impôts ont atteint 3,77 M€.

Le conseil d'administration de TAIPED a approuvé le texte final du contrat de la nouvelle concession de l'autoroute Attiki Odos, qui sera passé entre TAIPED et le nouveau concessionnaire après l'achèvement de l'appel d'offres en cours sur la prochaine concession de 25 ans de l'autoroute, qui débutera en octobre 2024. Le texte prévoit notamment **la réduction des tarifs des péages à 2,5 euros**, contre 2,8 euros aujourd'hui, ainsi que la possibilité du contractant de demander une augmentation des tarifs après une période quinquennale, sous certaines conditions. Entre 2016 et 2022, les dividendes versés aux actionnaires d'Attiki Odos (Ellaktor 65,7% et Avax 34,2%), ont atteint environ 600M€. Pour l'exercice 2022, le montant des dividendes devrait atteindre 76,8M€. Pour rappel, la **soumission des offres engageantes** pour l'appel d'offres en cours est prévue pour le 29 mai, mais en raison de la période électorale elle **devrait être reportée à la première quinzaine du mois de juillet**.

3 bus à hydrogène, Urbino 12 Hydrogen, livrés par la filiale polonaise en Grèce, Solaris Hellas SA, pour une opération pilote de démonstration. Le premier bus urbain grec alimenté à l'hydrogène a été testé la semaine dernière à Athènes, sur une ligne régulière **d'OSY SA** (Groupe OASA), qui exploite les bus et les trolleys de la capitale grecque. L'action est financée par un programme européen pour l'utilisation de l'hydrogène dans les transports, doté d'un budget total de 10 M€, dont environ 1 M€ alloué à OSY pour l'exploitation expérimentale d'autobus à hydrogène sur une période de trois ans. La Grèce se fixe pour objectif d'avoir un parc de 100 bus à hydrogène en 2027.

Roumanie

Macroéconomie et finances

Le déficit public roumain a atteint -6,2 % du PIB en 2022. Le déficit public roumain a atteint **-6,2 %** du PIB en 2022. Si le pays a réduit le déficit de ces comptes publics de 0,9 pp, ce dernier reste largement supérieur à la moyenne européenne (3,4 %). Le pays dépasse, depuis 2019, le déficit maximal de -3,0 % fixé par les critères de Maastricht et fait toujours l'objet d'une Procédure de Déficit Excessif déclenchée par la Commission européenne. En 2022, la Roumanie a généré, avec la Hongrie, le deuxième plus important déficit public, derrière l'Italie. Au cours de l'année écoulée, le gouvernement a fortement augmenté ses dépenses afin de soutenir les entreprises et les ménages dans un contexte inflationniste. Par ailleurs, le pays est toujours pénalisé par un faible niveau de recettes fiscales.

Les défaillances d'entreprises progressent depuis le début de l'année. Au cours des deux premiers mois de l'année 2023, le nombre de défaillances d'entreprises a atteint **6 988** et progresse de +35,6 %, en glissement annuel. Cette tendance confirme le ralentissement attendu de l'activité économique au premier semestre. Les défaillances ont fortement progressé dans les centres urbains, comme Bucarest

(+56,9 %), qui concentre 21,0 % des sociétés concernées, Cluj (+49,1 %) ou Timisoara (+59,8 %). Plus d'un quart de ces défaillances concernent des entreprises du commerce de gros et de détail. Les défaillances d'entreprises ont également fortement progressé dans le secteur industriel et de la construction.

Enjeux sectoriels et thématiques

Le réseau routier roumain a légèrement progressé en 2022. Au cours de l'année 2022, la Roumanie s'est dotée de seulement [137 km](#) de routes. Par ailleurs, le pays a construit 18 km d'autoroutes. Ce faible niveau s'explique notamment par les retards accumulés dans la conduite des projets d'infrastructures prévus dans le PNRR. Dans le même temps, le réseau de voies ferrées opérationnelles a diminué de 149 km. Ce recul s'explique notamment par la vétusté d'un réseau ancien et pénalisé par des années de sous-investissements. La densité du réseau ferré connaît par ailleurs de fortes disparités régionales. Elle est 4 fois plus importante dans la région de Bucarest-Ilfov, que dans celle du Sud-Munténie. La faiblesse des réseaux de transport roumains constitue un frein au développement économique du pays et aux investissements étrangers, notamment en dehors des grands centres urbains.

L'activité du port de Constanta continue de progresser au premier trimestre. Après avoir enregistré un niveau record en 2022, le trafic de fret maritime du Port de Constanta continue de progresser au premier trimestre, malgré le ralentissement de l'activité économique. Au cours des trois premiers mois de l'année, [19 M de tonnes](#) de fret ont transité par le port, soit une hausse de +10 %, en g.a. L'activité est portée par le transport des céréales, qui a représenté un tiers de l'activité de fret, notamment dans le cadre des couloirs de solidarité destinés à assurer l'exportation des céréales ukrainiennes. Depuis le déclenchement du conflit en Ukraine, le port de Constanta a présenté plusieurs projets visant à accroître ses capacités.

L'aéroport d'Oradea bénéficiera de 36 M EUR afin de réaliser des travaux d'extension. Le projet d'extension de l'aéroport d'Oradea, notamment desservi par Tarom et Ryanair, bénéficie d'un financement de [36 M EUR](#) de fonds européens. Cette décision intervient alors que la Roumanie peut débloquer, jusqu'à la fin de l'année, les fonds encore disponibles du Cadre Financier Pluriannuel 2014 – 2020 devant financer ce projet annoncé en 2022. Le terminal des départs doit ainsi être agrandi. L'aéroport souhaite également accroître ses voies d'accès et s'équiper de matériel de dégivrage. Les travaux doivent s'achever au cours du premier trimestre 2024.

Le gouvernement présente des mesures de soutien à destination du secteur laitier. A l'issue de consultations menées avec les transformateurs laitiers et les distributeurs, ainsi qu'avec les associations d'éleveurs, le gouvernement roumain décide de mettre en place un certain nombre de mesures en faveur du secteur laitier. En premier lieu, en vue d'aider les consommateurs et encourager la demande, ce qui soutiendra implicitement les agriculteurs et les transformateurs, un accord a été trouvé avec les transformateurs et les distributeurs pour réduire le prix de vente au détail du lait de consommation pour une période de 6 mois. Par ailleurs, le gouvernement prévoit un soutien de 22 M€ à l'intention des éleveurs pour compenser une partie des pertes causées par la guerre en Ukraine (le paiement d'une première tranche est prévue dès le mois de mai). Pour les transformateurs laitiers, il est prévu d'améliorer et d'adapter le dispositif existant de prime, fixée à 10 % de la valeur de la production transformée. A plus long terme, le gouvernement envisage une action spécifique de promotion valorisant la consommation de lait et une alimentation saine. A cette fin, il prévoit d'élargir et de développer le « Programme scolaire » (programme européen de distribution de fruits et de produits laitiers dans les écoles). L'objectif est d'assurer une distribution quotidienne de produits

laitiers aux élèves (aujourd'hui cette distribution a lieu trois fois par semaine). Le gouvernement prévoit, toujours dans ce cadre, d'augmenter le nombre d'écoles où les enfants bénéficient gratuitement du programme « Repas chaud dans les écoles », garantissant la distribution d'un repas chaud ou d'un colis alimentaire aux enfants.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :

Athenes@dgtresor.gouv.fr